

Publié le 3 décembre 2021

La Tunisie au bout de sa vie, ou presque

La Tunisie va mal, essentiellement parce qu'elle n'a pas su, après la «[Révolution du jasmin](#)» de janvier 2011, se doter des instruments institutionnels et politiques pour prendre en main son destin.

La Tunisie va mal, très mal. Alors qu'elle était, jusqu'à la Révolution de 2010-2011, l'un des pays émergents qui réussissait le mieux compte tenu de sa taille modeste et de ses ressources assez limitées, elle se trouve aujourd'hui dans une situation catastrophique sur le plan financier, économique et même politique. Le Président Kaïs Saïed tente une manœuvre désespérée pour sortir de l'ornière. Comment, en dix ans seulement, a-t-on pu en arriver là ?

L'heure de vérité approche pour la Tunisie

Dans un [article ancien](#), j'avais écrit, citant le politologue Hakim El Karoui, que «concernant les institutions, la loi électorale comme la constitution ont été élaborées pour empêcher l'apparition d'une majorité claire : un système type IV^e République, régime d'assemblée donc, plus que régime parlementaire (où le rôle du Parlement n'est pas de diriger ou même de gouverner, mais d'équilibrer et de limiter les pouvoirs d'un exécutif fort). L'une des conséquences de ce choix, c'est le "brouillage total de tous clivages politiques", et le fait que l'élection "n'a permis de structurer aucun débat de nature politique"». Plus loin, j'évoquais «les discussions interminables de la Constituante, comme si le temps, l'économie et les urgences avaient comme par magie disparu». De ce laxisme politique a résulté une «situation économique catastrophique». Comme l'écrivait El Karoui, «l'heure de vérité approche pour la Tunisie». Nous y sommes.

En fait, tout ceci procède d'une faute originelle : la Tunisie, pourrait-on dire, n'est pas un pays, mais deux pays. Au Nord, sur les côtes et dans des villes comme Kairouan, il y a une bourgeoisie très cultivée, héritière d'une civilisation arabo-berbère assez réussie, construite par un peuple intelligent, fin et modéré. Ces structures ont été maintenues par un pouvoir turc¹, puis par un protectorat français finalement peu contraignants. Ces bourgeois tunisiens² se souviennent de leur passé romain et chrétien et, plus anciennement encore, de leur période carthaginoise, dont il faut rappeler qu'elle était, sur le plan des institutions politiques, aussi avancée, à la même époque, que celle de Rome.

Pour eux, le seul critère acceptable, le seul horizon visible, c'est l'Europe. Ils ne se ressentent pas comme un pays africain, mais presque comme un pays occidental exilé au sud de la Méditerranée, une sorte d'Italie musulmane. C'est cette élite, éternellement insatisfaite de son sort politique,

1 - Nonobstant le très long épisode de l'horreur barbaresque, mais elle restait confinée à la seule Tunis, et un peu à La Goulette, Bizerte et Djerba. Cf. [Wikipedia](#).

2 - Et surtout les tunisois, les habitants de Tunis et des banlieues chics de L'Ariana, La Marsa, Gamarth, Sidi Bou Saïd et Carthage.

voulant plus de liberté et de multipartisme, malgré le fait qu'elle a profité de l'ère Bourguiba puis, énormément, de l'époque Ben Ali, qui a voulu la révolution.

Et puis, il y a le «pays profond», celui des banlieues, de l'intérieur et du Sud, construit selon les valeurs et les mentalités plus traditionnelles, berbères et arabes. Pour ces gens modestes, nonobstant la mort de Mohamed Bouazizi, le commerçant immolé par le feu à Sidi Bouzid, Ben Ali restait assez populaire. Le pays s'est développé et enrichi, à commencer par les campagnes et l'agriculture, pour laquelle Ben Ali a fait une politique volontariste très réussie. Ce ne sont pas eux qui ont voulu ce changement³. On ne peut pas dire que ces deux mondes ne se côtoient pas, ni qu'ils ne se parlent pas, ni qu'il existe, entre eux, un fossé aussi profond que celui que la modernité a creusé chez nous. Mais ils vivent dans des lieux différents, et ils regardent dans des directions opposées.

[Bourguiba](#), dictateur autocrate⁴, avait compris que, pour entraîner deux composantes aussi différentes d'un même peuple, il fallait un grand charisme et une grande ambition à faire partager, ce qu'il tentait, avec beaucoup de talent, d'intelligence et de grandeur, d'incarner. [Ben Ali](#) a poursuivi son œuvre, avec moins de souffle, mais en apportant à l'œuvre bourguibienne une composante essentielle, la [réussite économique](#), que celui-ci, socialiste, avait largement ratée. Malgré les critiques, et bien que la fin de sa période de règne ait été peu glorieuse, il est indéniable que c'est Ben Ali qui est le père du «miracle tunisien».

La Révolution du jasmin : des lendemains qui déchantent

C'est cette «martingale gagnante» que la «Révolution du jasmin» a jetée dans le lac. Peu habitués, depuis l'indépendance et la mainmise autocratique du pouvoir, aux compromis et aux «*combinazioni*» politiques, les constituants ont surtout cherché à se neutraliser mutuellement, de telle sorte qu'aucun d'entre eux ne «remporte la mise» et, par ailleurs, qu'aucun pouvoir fort ne reprenne le dessus. Après avoir demandé la liberté pendant des décennies et l'avoir finalement conquise, les élites ont été incapables de l'utiliser. [Ennahda](#), le parti islamiste, le plus «éduqué» et organisé politiquement, le groupe le plus important de la constituante, ne parvint pas à imposer ses vues et, sans doute, ne le chercha-t-il pas vraiment. En effet, selon sa philosophie frériste (celle des Frères musulmans), il savait jouer avec le temps, étant certain qu'un jour, la décrépitude du pays, et l'arabisation (et donc l'islamisation) follement imposée par Ben Ali en contrepartie des capitaux investis par ses «amis» du Golfe⁵ lui donnerait, tel un boa constrictor serrant lentement sa proie, les clefs du pays. Même si la présidence intermédiaire, entre 2014 et 2019, de [Béji Caïd Essebsi](#), un vieux diplomate madré, avait permis de retarder l'échéance, c'est ce qui semblait bien devoir se passer maintenant, du moins avant que le nouveau Président [Kaïs Saïed](#), élu depuis octobre 2019, ne tente une manœuvre désespérée pour s'y opposer.

En effet, après le rêve éveillé de la Révolution, où toutes les «belles âmes» occidentales les avaient poussés aux extrêmes (à l'exception notable d'Hubert Védrine), les habitants, comme tant d'autres, ont pensé que le paradis sur terre était arrivé, et [la productivité du travail s'est arrêtée](#). Le pays s'est considérablement endetté. Les Tunisiens ont déchanté depuis, mais aucun leader charismatique,

3 - Mais ce sont eux qui souffriront en premier de l'inflation, de l'insécurité, de la chute du tourisme et du chômage...

4 - Sans pitié pour ses adversaires politiques, même si la gauche en a presque fait un modèle de vertu, parce qu'il était socialiste... Cf. [Le Monde](#).

5 - En particulier en arabisant l'enseignement, ce dont Bourguiba s'était bien gardé, considérant comme essentiel de conserver à son pays la double culture, l'orientale et l'occidentale. C'était l'une des garanties de son projet laïque.

muni, le cas échéant, des armes de la contrainte pour faire repartir la machine, ne s'est présenté (et la nouvelle constitution lui aurait, de toute façon, interdit tout pouvoir). Kaïs Saïed hérite de cette situation, et il a [des échéances financières drastiques à payer](#).

Cependant, malgré son élection triomphale (73 % des suffrages), il n'a ni le charisme de Bourguiba, ni le talent d'organisateur économique de Ben Ali à l'époque prospère de ses débuts, ni l'appui des politiciens et des bourgeoisies pour imposer le «tour de vis» exigé par les instances internationales pour rembourser les échéances, ni celui des anciens bailleurs de fonds saoudiens⁶, ni celui, politique et moral, des beaux esprits et intellectuels qui, après avoir autrefois encensé les «gentils révolutionnaires», ont tôt fait de les oublier une fois les difficultés arrivées...

Pour répondre à l'agitation séditeuse qui secoue le pays depuis des mois, et face au blocage politique imposé à l'Assemblée par le parti majoritaire Ennahda⁷, Kaïs Saïed a pris les devants et saisi crânement le taureau par les cornes :

- Tout d'abord, [le 25 juillet](#), il a activé l'article 80 de la constitution, gelé l'activité de l'Assemblée, limogé le Premier Ministre et repris tous les pouvoirs. Avec, semble-t-il, un excellent accueil populaire et après une tentative de résistance de Rached Ghanouchi, le Président d'Ennahda, [bloquée par l'armée](#).
- Puis il a [récidivé le 22 septembre](#), promulguant un décret visant à suspendre de fait la loi fondamentale, afin de gouverner par décrets.

Son projet ? Établir et faire approuver par le peuple une nouvelle constitution⁸, qui abrogerait [le régime délétère établi en 2014](#). Une démarche gaullienne, en quelque sorte. Y parviendra-t-il ? L'affaire est hasardeuse, c'est le moins que l'on puisse dire, d'autant qu'à la différence de celui de Charles de Gaulle, ce projet, pour le moment, semble rester très flou⁹. Dans ce processus, il semble avoir, en tout cas pour l'instant, l'appui de l'armée.

En attendant, entre risques de faillite économique, de guerre civile, d'appauvrissement grandissant et de putsch islamiste, douze ans à peine après avoir cassé, avec une naïveté insigne, l'instrument de leur réussite, les Tunisiens souffrent la malemort. La Tunisie, le symbole de l'émancipation arabe, est «au bout de sa vie»... dans l'indifférence générale !

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

6 - Qui attendent tranquillement que le bateau coule. En effet, la Tunisie est l'un des seuls pays arabes qui maintient encore, contre vents et marées, une constitution laïque, une disposition très aimée des Tunisiens. Le pays était aussi le «phare» des révolutions arabes censées «libérer les peuples» de l'oppression des dictateurs. Pour certains dirigeants arabes et pour les militants islamistes, il est très important que ce symbole tombe, que le pays paye le prix maximum pour son «incartade» et qu'il revienne à l'orthodoxie religieuse. Nous avons oublié de les défendre. Eux n'ont pas oublié de les punir.

7 - Et son soutien en sous-main certainement aux agitateurs, un processus prérévolutionnaire bien connu...

8 - Ben Ali quitte le pouvoir le 14 janvier 2011. La constitution est promulguée le 14 janvier 2014. Il aura fallu trois ans pour la rédiger ! Si ce n'est pas de l'immobilisme...

9 - Il faut rappeler que de Gaulle avait exposé le sien à Bayeux dès le 16 juin 1946.